

Déclaration liminaire SNEP/FSU

CD UNSS du 25 novembre 2024

Bonsoir à tous,

Le SNEP/FSU tient tout d'abord à souligner la vitalité du sport scolaire et de l'UNSS dans le département. Le nombre de licenciés et de rencontres organisés toute l'année en sont la preuve. Nous pouvons y ajouter des événements marquants qui fédèrent nos AS et nos élèves du département : Cross départemental, Olympiades, ronde APPN..

Tout ceci ne pourrait se faire sans l'implication des professeurs d'EPS à travers leur forfait AS et des cadres UNSS du département que nous tenons à remercier ici.

Cependant, certaines décisions et orientations récentes de la direction nationale de l'UNSS ainsi que la stagnation des subventions qui ne peuvent répondre à l'inflation, mettent actuellement en danger le fonctionnement du sport scolaire sur tout le territoire.

Depuis 2022, soit un an après l'arrivée de Mr Girault, nommé directeur national par Jean Michel Blanquer malgré l'avis de la majorité des membres de l'AG nationale, l'UNSS traverse une crise financière qui ne fait que s'aggraver, atteignant jusqu'à 12.3 millions de déficit sur l'exercice 2022/2023.

Nous avons récemment appris les résultats d'enquêtes internes suite aux révélations du journal l'Equipe , qui peuvent expliquer en partie les raisons de ce déficit. Nous ne réexposerons pas aujourd'hui ces révélations, qui fragilisent et décrédibilisent la direction nationale.

Nous dénonçons les décisions prises pour ce début d'année scolaire 2024/2025 dans le but de rééquilibrer le budget :

- L'augmentation du prix de la licence de 9% alors que l'UNSS doit permettre majoritairement aux filles et garçons des classes populaires une pratique sportive à moindre coût.
- L'augmentation de 25% de l'affiliation passant de 80 euros à 100 euros.
- L'annulation de plus de 27% de championnat de France et leurs phases qualificatives ; ce sont les élèves qui en pâtissent ...
- La modification du règlement fédéral incitant la baisse d'élèves par équipe ou encore des catégories d'âges regroupées pouvant laisser craindre selon les activités pour la sécurité des élèves.
- La baisse des crédits d'animation allouées aux départements alors qu'ils permettent d'organiser des rencontres, de récompenser les élèves ou de participer aux déplacements des élèves.

Nous ressentons d'ores et déjà ces restrictions et de plus en plus d'AS du département sont dans le « rouge », doivent limiter leurs déplacements sur les compétitions et ne peuvent plus renouveler leur matériel. Le seul levier est actuellement d'augmenter significativement le prix des licences et donc de faire contribuer davantage les familles, y compris les plus modestes, ce que nous ne voulons pas.

En parallèle de ces efforts demandés, d'autres décisions vont à l'encontre de cette volonté d'économies et nous semblent même indécentes :

- La hausse de 13.4% des salaires des 3 cadres les plus hauts placés de l'UNSS national.
- Le recours à des cabinets conseil pour la communication explosant les factures.
- L'accord cadre transport multipliant les factures par 7 dans certains territoires. Sans parler de l'argent jeté par la fenêtre pour la publication de livres inutiles.

La colère est grande et de nombreuses actions sont menées actuellement par les acteurs de terrain afin de demander un changement de direction à la tête de l'UNSS. Le SNEP/FSU soutient pleinement ces initiatives. L'UNSS a besoin d'un fonctionnement plus démocratique avec à sa tête des professionnels de l'EPS et du sport scolaire. Il est nécessaire de réorienter les dépenses vers les élèves et non pour des dépenses de fonctionnement administratif, tout en doublant la subvention de l'État, 2,8 millions d'euros pour 1,2 millions de licenciés, qui stagne depuis 2018.

Le SNEP/FSU défend un sport scolaire pour toutes et tous, véritable héritage des JO de Paris. Nous n'en prenons malheureusement pas le chemin, alors qu'il est démontré partout que la pratique physique est primordiale pour notre jeunesse et donc l'avenir de notre société.